

à assumer une large part des frais de production en versant des subventions d'ordre divers. A cet égard, j'ai été très heureux de lire dans le discours du trône:

Mon gouvernement a toujours à cœur le maintien de justes prix pour les produits de l'agriculture et de la pêche.

Honorables sénateurs, Terre-Neuve a besoin de bons services de vente pour son poisson, tout comme les autres régions de notre vaste pays ont besoin de marchés pour leurs céréales. Tous les secteurs sont sujets à évolution, on le sait, mais si nos pêcheries ne rapportent pas assez pour assurer un niveau de vie convenable, alors un métier vieux comme le monde disparaîtra de nos côtes. Les réserves de poisson de toutes sortes, le long de nos côtes canadiennes, sont inépuisables; il nous faut trouver un moyen pour qu'une bonne partie de nos gens les exploitent avec succès, de façon que les producteurs puissent en vivre d'une manière décente.

Les mines de plomb, de zinc et de minerai de fer ne sont pas inépuisables et, chaque année, chaque mine devient de moins en moins rentable; les mineurs doivent se diriger vers d'autres régions. Même actuellement, dans notre propre province, nous devons de plus en plus faire face à cette situation. Une seule mine, qui assurait la subsistance de 14,000 personnes, a récemment fermé ses portes pour une période de sept semaines; or, j'espère, honorables sénateurs, que ce n'est que pour une période de sept semaines.

Il n'y a qu'un moyen d'empêcher qu'on déserte les côtes de Terre-Neuve, qui s'étendent sur 6,000 milles de longueur, et c'est d'aider à fournir à ces gens des méthodes plus modernes de prendre, de traiter et d'écouler sur les marchés du monde les produits de la mer.

Je suis heureux de constater que le gouvernement prend de plus en plus d'initiatives en vue de faire face à ce problème, car il faut que quelqu'un leur accorde plus d'aide si l'on veut que nos pêcheurs côtiers et nos marins continuent de vivre jusqu'au moment où la croissance de notre population à travers le pays procure un marché plus important et plus régulier pour les produits de la mer. Si notre pays doit devenir grand, et il le deviendra, j'en suis sûr, il nous faut alors aider à mettre en valeur l'une de nos plus importantes ressources naturelles.

Honorables sénateurs, vous me pardonnerez, j'en suis sûr, de parler de nouveau de ma province natale, votre dixième obligation. Je dis bien «obligation», car chacune des provinces constitue une obligation si l'on songe que, pour l'année dernière seulement, le gouvernement fédéral a versé 1,470 millions dans

les caisses des dix provinces. Ce qui revient, d'après mes calculs—mais je ne suis pas infallible—à environ \$82 par tête de la population. Je tiens à signaler, pour notre gouverne, que cette somme de \$82 par tête de la population s'applique à l'année dernière, tandis que pour l'exercice financier de 1956-1957 la somme correspondante s'établissait à \$38 environ. Autrement dit, le gouvernement fédéral a versé aux provinces en 1961-1962 plus que le double du montant qu'il leur avait accordé en 1956-1957.

Je crois que la somme que le gouvernement fédéral a versée à Terre-Neuve l'année dernière s'établit à près de 60 p. 100 de son revenu global. C'est pourquoi je dis que Terre-Neuve est une «obligation»; nous le sommes comme toutes les autres provinces, mais nous constituons une charge plus onéreuse. Soit dit en passant, le total des contributions consenties par le gouvernement fédéral à Terre-Neuve, y compris non seulement les subventions conditionnelles et non conditionnelles, mais aussi les versements faits aux particuliers par le truchement de la caisse de l'assurance-chômage, les pensions de vieillesse, et le reste, ont été portées de 28 millions de dollars en 1950 à 46 millions en 1956, et de 55 millions en 1957 à quelque 100 millions en 1961. Toutefois, nous ne demeurerons pas toujours une charge, car, à mon avis, nos ressources naturelles, une fois mises en valeur comme il se doit, surtout dans cette région du Labrador si riche en minerais et en forêts, nous vaudront d'être, du point de vue économique, l'une des plus grandes richesses du Canada.

Nos grandes papeteries à Grand Falls et Corner Brook ont été depuis de nombreuses années le gagne-pain d'une grande partie de notre population. Nos gens sont heureux, laborieux et patriotes. A Grand Falls seulement, en 1940, j'ai personnellement collaboré à l'enrôlement de plus de mille hommes pour services outre-mer, des hommes qui avaient quitté de bons emplois afin d'aller combattre vaillamment pour la liberté que nous chérissons aujourd'hui.

Ici, je dois exprimer le sentiment profond de reconnaissance qu'éprouvent tous les Terre-Neuviens pour l'aide rapide que le gouvernement fédéral leur a fait parvenir l'été dernier, quand le feu a menacé et aussi détruit de grandes étendues boisées au centre de l'île.

Notre province compte 110,000 milles carrés au Labrador, terre riche en forêts et en gisements de minerai. Il y a environ trois ans, j'ai accompagné le premier ministre Smallwood dans un voyage dans ce vaste territoire. Comme nous survolions à basse altitude cette région en tous sens, nous étions ébahis à la vue de la richesse que renferme cette terre